HAL open science

Des “ inactives ” très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires

Anne Bory, Jose Angel Calderon, Blandine Mortain, Juliette Verdiere, Cécile Vignal

To cite this version:

Anne Bory, Jose Angel Calderon, Blandine Mortain, Juliette Verdiere, Cécile Vignal. Des “ inactives ” très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires. Tracés : Revue de Sciences Humaines, 2017, Tracés. Revue de Sciences humaines, 32, 10.4000/traces.6862 . hal-03046636

HAL Id: hal-03046636

https://hal.univ-lille.fr/hal-03046636

Submitted on 8 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Tracés. Revue de Sciences humaines

32 | 2017
Déplacer les frontières du travail

Des « inactives » très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires

Highly productive "economically inactive" women. The subsistence labour of working-class women

Collectif Rosa Bonheur

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/traces/6862
DOI : 10.4000/traces.6862
ISSN : 1963-1812

Éditeur
ENS Éditions

Édition imprimée
Date de publication : 18 mai 2017
Pagination : 91-110
ISSN : 1763-0061

Ce document vous est offert par Université de Lille

Référence électronique
Collectif Rosa Bonheur, « Des « inactives » très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 18 mai 2017, consulté le 08 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/traces/6862 ; DOI : https://doi.org/10.4000/traces.6862

Tracés est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Des « inactives » très productives. Le travail de subsistance des femmes de classes populaires

COLLECTIF ROSA BONHEUR*

L'effritement de la société salariale, en cours depuis plus de quarante ans, confère aux marges du salariat et de l'activité indépendante une place centrale pour une large part des classes populaires[1] (Avril, 2014 ; Laé, 1989 ; Siblot *et al.*, 2015). En témoignent la précarité des emplois, le chômage, mais aussi l'inactivité[2] qui touchent ouvriers et employés à des taux élevés, en particulier dans les territoires historiques de l'industrie française. Encastrés dans des rapports de dépendance à l'État social, ces fractions des classes populaires se voient symboliquement et médiatiquement déqualifiées et reléguées au rang d'assistées. À l'image des quartiers et des villes populaires où elles résident, leurs activités quotidiennes sont vues à travers le prisme misérabiliste du désœuvrement et du délitement des liens sociaux, ou à travers la condamnation morale des trafics et de l'illégalité.

À rebours de ces lectures et à partir d'une description fine des activités quotidiennes de femmes de classes populaires, nous proposons, en suivant les perspectives féministes et matérialistes (Delphy, 1998 ; Kergoat, 2005), de qualifier de *travail* des pratiques habituellement assimilées et assignées à l'espace du *hors travail*. Nous les qualifions qui plus est de « travail de subsistance » (Mies, 1988), entendu comme l'orientation du quotidien vers des tâches et des activités nécessaires à la satisfaction des besoins, à l'accès aux ressources et à la protection, mises en œuvre par les classes populaires dans

* Le Collectif Rosa Bonheur est composé de maître et maîtresses de conférences en sociologie de l'université Lille 1, Clersé (UMR 8019) : Anne Bory, José Angel Calderón, Blandine Mortain, Juliette Verdière et Cécile Vignal

1 Jist, 2014, « Les marges du travail et de l'emploi : formes, enjeux, processus », *Appel à communications des 14e Journées internationales de sociologie du travail*, Lille, 11-13 juin.

2 Au sens de l'Insee, les inactifs sont par convention les personnes qui ne sont ni en emploi ni au chômage : jeunes de moins de quinze ans, étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler.

ce contexte historique de précarisation du régime salarial et invisibilisées par l'imbrication des rapports sociaux de classe, de sexe et de race.

Ces décennies de précarisation du régime salarial ont conduit les classes populaires à produire et à tirer des revenus en dehors du marché formel et érodent l'opposition conceptuelle établie par Engels (1954) entre travail productif – créateur de valeur et essentiellement masculin – et travail reproductif – traditionnellement féminin. De fait, cette opposition est depuis longtemps déjà mise en cause par la littérature féministe, qui met en avant au contraire les articulations sans cesse renouvelées entre économie productive et économie domestique, en montrant que les deux reposent en grande partie sur un travail des femmes non rémunéré à sa juste valeur (Lautier, 2006). En ce sens, il nous semble que penser le travail réalisé dans ces marges de l'emploi comme un travail de subsistance permet de rendre compte à la fois de l'ampleur des capacités mobilisées ainsi que de sa centralité, en ce qu'il soutient d'autres formes d'activité et en ce qu'il produit une valeur qui peut être objectivable (Cottereau et Marzok, 2012). De ce point de vue, et puisque c'est un travail qui vise centralement à la satisfaction des besoins élémentaires pour l'existence des individus, nous préférons cette notion à d'autres comme celle de travail domestique – notamment parce que le travail que nous analysons déborde largement la sphère domestique et s'inscrit simultanément dans plusieurs types de rapports – ou celle de « travail à-côté » (Weber, 1989) – qui ne montre pas le caractère central de ce travail tant pour les individus que pour les systèmes économiques.

Les femmes n'ont d'ailleurs pas l'exclusivité de ce travail de subsistance et l'analyse, concentrée ici sur les activités quotidiennes féminines, doit être placée dans la perspective plus large de la division sexuelle du travail. Ainsi, les hommes peuvent s'adonner à un travail salarié ou à d'autres activités (mécanique automobile, autoconstruction et réparation de logements par exemple) qui relèvent également du travail de subsistance, mais qui ressemblent davantage à des formes d'emploi atypique, notamment du fait de leur cadre matériel et temporel d'exercice (Collectif Rosa Bonheur, à paraître). Au demeurant, les femmes, exclues de l'emploi, assument de leur côté, de manière à la fois multiforme et centrale, une part essentielle, peu reconnue et rarement rémunérée, du travail de subsistance.

De 2011 à 2015, nous avons mené une enquête ethnographique collective sur les modes d'organisation du quotidien des classes populaires à Roubaix (Collectif Rosa Bonheur, 2014), à partir de différentes spécialités de la sociologie (famille, éducation, logement, travail, mobilisations) et de la géogra-

phie sociale[3]. Ancien fleuron de l'industrie textile, Roubaix, dans le nord de la France, a été durement frappé par la désindustrialisation à partir des années 1970-1980. Cependant, et malgré la destruction de l'emploi ouvrier, la ville demeure populaire[4]. Avec des taux de chômage et de pauvreté trois fois supérieurs, un taux d'inactivité et une proportion d'immigrés deux fois supérieurs à la moyenne nationale[5], Roubaix est aujourd'hui surtout connue comme la ville la plus pauvre de France[6]. Sur ce territoire emblématique, nous avons cherché à comprendre la signification sociale des pratiques le plus souvent ordinaires à partir desquelles s'organisent les classes populaires, pratiques recevant rarement la qualification de travail de la part des pouvoirs publics, des employeurs ou des travailleurs sociaux.

L'enquête ethnographique s'est construite à partir d'entretiens, d'observations et de relations nouées sur le terrain, aboutissant à une triple orientation empirique : nous avons réalisé une enquête sur les activités sociales et économiques autour de la voiture, qui se déploient dans des garages à ciel ouvert ; nous avons rencontré des propriétaires réalisant des travaux d'autoconstruction et de rénovation de leur logement ; enfin, et c'est ce dont nous rendons compte ici, nous avons participé aux réunions de femmes qui se retrouvent pour discuter de leur vie quotidienne dans le cadre d'ateliers animés par des salariées de deux centres sociaux.

Situés dans des quartiers populaires et pauvres de la ville, ces deux centres sociaux ont notamment en charge la gestion du RSA et l'animation d'actions collectives régulières ou ponctuelles destinées aux adultes[7]. Nous y avons assuré une présence, plus ou moins régulière et de longue durée, lors de certains ateliers et certaines activités, qui ont fait office pour

3 Jusqu'en octobre 2015, le Collectif Rosa Bonheur comprenait, outre les cinq enseignants-chercheurs déjà nommés, Valérie Cohen (université de Tours, Citeres) et Séverin Muller (université Lille 1, Clersé) ; Yoan Miot, maître de conférences en urbanisme, université Paris-Est Marne-la-Vallée, LATTS (UMR 8134), a participé à l'enquête, aux analyses et à l'écriture en qualité de postdoctorant en 2014.

4 En 2011, d'après l'Insee, 69 % de la population active à Roubaix est employée ou ouvrière contre 51 % en moyenne nationale.

5 En 2012, le taux de chômage est de 30,8 % à Roubaix contre 9,8 % en France métropolitaine ; le taux d'inactivité, hors retraités, est respectivement de 31,8 % et 16 % ; le taux de pauvreté est respectivement de 42 % et 14,3 % ; la proportion d'immigrés est de 19 % contre 8,3 % pour la France entière (Insee).

6 Selon le titre d'un article de la *Voix du Nord*, le quotidien régional [URL : http://www.lavoixdunord.fr/region/roubaix-ville-la-plus-pauvre-de-france-une-nouvelle-ia24b58797n1878272], consulté le 16 octobre 2016.

7 Ces centres sociaux sont des associations oscillant entre assistance et participation (Neveu, 2004), financées par les politiques sociales et familiales et recourant parfois à l'autofinancement. Leurs activités sont destinées à la fois aux adultes (avec suivi individuel et ateliers collectifs), aux enfants (accueil hors temps scolaire) et aux jeunes adultes (insertion sociale et professionnelle). Pour une analyse sociohistorique plus complète des centres sociaux, voir notamment Bresson (2002).

nous de fenêtres d'observation de pratiques privées difficilement accessibles autrement ; nous avons également participé à quelques autres moments de la vie quotidienne (marchés, distributions alimentaires associatives), et mené des entretiens formels, sous forme de récits de vie[8].

Nos interlocuteurs sur ce terrain sont de fait essentiellement des interlocutrices. Entre 2011 et 2015, nous avons rencontré soixante-dix femmes lors de ces ateliers dont une trentaine a fait l'objet de rencontres répétées ou d'entretiens. La plupart de ces femmes sont mères de famille ou grands-mères. Elles appartiennent à des ménages aux ressources très faibles : les conjoints, quand il y en a, travaillent parfois, par intermittence et avec un niveau de qualification très bas ; elles-mêmes n'ont pas ou peu d'activité salariée ; elles sont en grande majorité allocataires du RSA et bénéficiaires de la CMU. Six femmes sur dix sont immigrées ou filles d'immigrés (trois fois sur quatre, de pays du Maghreb).

L'enquête porte ainsi sur des ménages dont l'essentiel des ressources est composé de prestations sociales. Indispensables mais notoirement faibles, celles-ci ne suffisent pas à maintenir le niveau de vie que nous observons, lequel suppose une mobilisation intense des femmes et leur travail non-salarié, contribution essentielle à l'économie familiale. Là où l'institution publique tend à ne voir que des individus assistés et non employables, l'analyse nous révèle au contraire des femmes très actives et productives. Nous montrerons dans un premier temps la nécessité et la consistance de ces activités et expliquerons en quoi elles relèvent bien d'un travail de subsistance, en nous attachant au contenu des tâches et à leur organisation temporelle, ainsi qu'à la qualification collective dont ce travail fait l'objet. Dans un second temps, nous discuterons de l'ancrage de ce travail de subsistance dans des rapports sociaux défavorables à ces femmes et à la reconnaissance de ce travail en tant que tel : c'est un travail subordonné aux institutions qui l'encadrent, naturalisé par le brouillage des frontières entre espace public et espace privé et soumis aux rapports sociaux de sexe.

Le travail de subsistance des femmes, une contribution essentielle à l'économie familiale

Inactives selon les catégories de l'Insee, ces femmes de classes populaires sont tout sauf oisives. Au contraire, elles déploient au quotidien une mul-

8 Identifiées d'abord comme « des profs qui vont écrire un livre sur [elles] », rarement confondues avec les travailleuses sociales, nous avons ensuite été perçues plutôt comme des participantes un peu en retrait des ateliers, partageant avec les enquêtées une condition féminine et maternelle qui nous a permis d'accéder à un registre assez intime des discours ; symétriquement, cette familiarité nous a interdit de prendre des photographies à des fins d'enquête.

titude de savoir-faire complexes et leurs journées sont orientées complètement et presque exclusivement vers des tâches essentielles à l'économie familiale. Comment accéder aux ressources ? Comment et quoi consommer en situation de pauvreté ? Comment satisfaire les besoins de ses enfants, de son entourage ? C'est bien l'enjeu de ce que nous nommons ici travail de subsistance que de répondre concrètement à ces questions.

Ce travail de subsistance embrasse toutes les dimensions de la vie quotidienne des femmes alors orientées vers la satisfaction des besoins de leur famille. Il a également comme spécificité son caractère collectif et son inscription dans l'espace public. Les centres sociaux dans lesquels nous menons l'enquête apparaissent ainsi comme des espaces qui rendent possibles les échanges entre femmes, le soutien mutuel, l'élaboration d'un savoir partagé, soit, au final, une forme de qualification collective.

Des femmes consacrées au travail de subsistance

Contribution essentielle à l'économie familiale, le travail de subsistance assumé par les femmes auprès desquelles nous avons enquêté se déploie en une multitude de tâches, complexes et contraignantes, qui, en l'absence d'emploi salarié, sont orientées vers la satisfaction des besoins. Nous en proposons ici une présentation non exhaustive selon trois catégories : l'accès aux ressources financières, la consommation et le reste du travail domestique (préparation des repas, entretien du logement et du linge, soins aux enfants et aux proches).

D'abord, l'activation des droits sociaux suppose un important travail « de papiers » (Siblot, 2006). Il s'agit pour ces femmes de savoir quelles sont les aides et les allocations possibles et quelles sont les institutions et les structures qui les délivrent. Cela suppose de connaître les subtilités des catégorisations institutionnelles, pour savoir ce à quoi on a droit et, parfois aussi, comment on peut essayer de contourner la règle. Mais aussi, de manière très pratique, il s'agit de constituer des dossiers, avec leur panoplie de pièces justificatives, de les adresser au bon moment et au bon service, de suivre leur traitement, de réclamer quand des droits ne sont pas honorés. Autant de tâches qui engendrent une charge mentale (Haicault, 1984) et temporelle importante dont il est fréquemment question dans les ateliers des centres sociaux. Conditionnant l'accès aux ressources financières, ce travail de papiers permet aussi l'accès au logement social et aux aides au paiement du loyer ou à la réhabilitation du domicile. S'il n'est sans doute pas l'apanage des femmes, la part qu'elles en assument semble plus conséquente que celle des hommes, et les inscrit davantage dans le registre de la

routine, et de la contrainte, notamment pour les papiers qui concernent toute la famille.

> En atelier, la discussion s'engage sur la manière dont les hommes font avec les affaires de la maison, notamment toutes les démarches administratives. Nabila, Fouzia, Amel, Irène et Ingrid sont d'accord : les hommes ne savent pas s'en occuper. Nabila raconte que quand son mari voyait une facture, il la payait tout de suite, au lieu de demander à payer en trois fois. Fouzia dit que quand un homme ouvre une facture, il la repose et l'oublie, « ça n'arrive pas à une femme ; la femme, elle sait qu'elle doit la payer, pour ses enfants, c'est normal, elle les a eus neuf mois dans son ventre, elle est obligée de penser à eux ». Amel parle du mari de sa voisine, quand il voit une facture dans la boîte aux lettres qui dépasse 200 euros, il part chez sa mère deux trois jours, le temps que sa femme s'en occupe. La majorité acquiesce donc au fait que ce sont les femmes qui s'occupent de tout dans la maison : enfants, démarches administratives, gestion du budget. (Notes de terrain, avril 2014)

Un deuxième ensemble de tâches concerne la consommation, autrement dit la gestion du budget et les pratiques d'achat et d'accès aux biens. Vivre avec les minima sociaux suppose un important travail de maîtrise du budget, qui consiste concrètement pour ces femmes à tenir les comptes de manière stricte, connaître les prix pratiqués dans les différentes enseignes et être attentives aux rabais, mais aussi à gérer les cartes bancaires des différents membres du ménage ou à négocier des arrangements avec les commerçants pour payer en plusieurs fois. Cela nécessite une anticipation des entrées et des sorties d'argent, partagée par les différents membres de la famille : les dates auxquelles tombent les retraites, « la CAF » et le RSA sont des critères explicites et importants dans les décisions d'achat, qui peuvent être, au besoin, étalées. Les pratiques d'achat impliquent quant à elles une connaissance fine du territoire (où abondent les commerces de déstockage alimentaire et de demi-gros) et de multiples déplacements (compliqués pour ces femmes qui n'ont pas toujours le permis de conduire ou une voiture), des regroupements pour des achats collectifs ou en grosse quantité et la constitution de stocks, les congélateurs rendant possible ce qui s'apparente alors à une forme d'épargne en nature (Perrin-Heredia, 2011).

En outre, consommer ne signifie pas toujours acheter et payer, quand il s'agit d'accéder aux colis alimentaires distribués par des associations caritatives, de produire soi-même ou de récupérer des biens dans l'enceinte même du centre social. Ces femmes participent en effet régulièrement à la fabrication de biens vendus par le centre social pour financer une petite partie de ses activités (repas ouverts aux salariés des associations et organismes publics partenaires, soupe vendue pour la fête de quartier, bijoux et objets vendus sur le marché de Noël associatif de la ville, etc.). Elles perçoivent alors

souvent une rémunération en nature : manger et faire manger les enfants sur place, ramener chez soi une partie des plats confectionnés, des denrées ou des fournitures non utilisées, bénéficier de prix plus bas ou de gratuité pour les objets vendus sur les marchés de Noël. Dans un autre contexte, les auteurs d'*Une famille andalouse* ont bien montré à quel point les « bons plans », autrement dit le fait de savoir où acheter certains biens au meilleur prix, de savoir tirer le meilleur parti possible des provisions disponibles ou de fabriquer soi-même certains objets, permettaient de faire des économies, et ainsi, de dégager des ressources monétaires pour les ménages (Cottereau et Marzok, 2012). C'est bien ce type de calcul que font ces femmes, lorsque, par exemple, elles insistent sur le prix que coûtent sur les marchés les bandeaux en crochet pour les cheveux qu'elles fabriquent elles-mêmes pour leurs filles.

Le dernier volet, et non le moindre, regroupe tout ce qui relève du travail ménager (entretien du logement et du linge, confection des repas) et du travail du *care* (Cresson et Gadrey, 2004), qui comprend les soins aux enfants et aux proches, auxquels on pourrait ajouter le travail éducatif et l'entretien du réseau familial et de sociabilité. Les femmes y consacrent un temps considérable, répétitif et encore moins partagé avec les hommes que les deux activités précédemment évoquées. Ces tâches sont d'autant plus contraignantes que le domicile, loin d'être un domaine féminin plus ou moins réservé (Bourdieu, 1972, p. 45-59 ; Schwartz, 1990), est intensément utilisé par les différents membres de la famille : les enfants vont peu à la cantine ou en garderie et sont enjoints par leurs mères à ne pas « traîner dans la rue » ; les conjoints exercent, au mieux, une activité professionnelle discontinue à l'extérieur du foyer ; des parents plus éloignés y sont régulièrement hébergés. L'exemple de la cuisine, sujet récurrent dans les ateliers, illustre bien le caractère complexe et contraignant de ce travail quotidien. Préparer à manger pour la famille, même de façon sommaire, prend du temps, demande outils et ingrédients et suppose la connaissance de gestes, plus ou moins élaborés. En outre, cela contraint fortement l'emploi du temps : à moins qu'elles ne se soient levées très tôt le matin pour préparer le repas avant de venir, on voit régulièrement les femmes quitter en hâte les ateliers avant la fin de la séance, pour préparer et servir le repas de leurs enfants qui ne restent pas souvent déjeuner à la cantine, trop chère, surtout s'ils sont scolarisés dans le privé. La production des repas comporte en outre une charge mentale dans l'anticipation qu'elle demande et la prise en compte, ou pas, des goûts de chacun, ainsi qu'une charge morale : religieuse d'une part pour les femmes musulmanes pratiquantes qui tiennent à manger halal ; diététique d'autre part pour la plupart des femmes qui

connaissent les principes en vigueur (pas de sodas, pas de mayonnaise, des fruits et des légumes, etc.) mais qui, ne les respectant pas systématiquement, sont toujours plus ou moins amenées à justifier leurs écarts à la règle.

Mobilisant des savoir-faire, essentielles à l'économie familiale, productives, parfois marchandisées par le centre social et rémunérées en nature, ces différentes tâches quotidiennes nous semblent donc bien pouvoir être qualifiées de travail productif, au sens de « transformation de la nature en produits nécessaires pour l'existence humaine » (Roventa-Frumusani, 2008, p. 93-96).

Placées dans des rapports sociaux traditionnels, ce sont les femmes, plus que les hommes, qui assurent ce travail, à première vue surtout reproductif (alimentation, santé, activation des droits, accès au logement), mais qui peut se transformer en travail de production ou de redistribution de ressources en nature, en argent, en services. Ce que nous observons ici fait donc tomber la frontière entre travail *productif* et travail *reproductif*. Par ailleurs, une partie conséquente de ce travail relève du « travail domestique » (Delphy, 1998), mais il déborde cette catégorie par bien des aspects, dans la mesure où ces femmes sont engagées pour le réaliser dans l'espace public et amenées à produire des biens hors du cadre familial, notamment au sein des centres sociaux. Pour la part prise en charge par les hommes et que nous n'avons pas traitée ici (mécanique automobile, construction et réhabilitation de logements, etc.), et a fortiori pour la part féminine, il ne s'agit pas non plus de « travail à-côté », entendu comme les occupations actives exercées par les ouvriers en dehors de l'usine (Weber, 1989) : ce qui, dans un contexte de stabilité salariale, était semi-loisirs et activités en marge, relevant du goût autant que de la nécessité, devient historiquement central et plus clairement inscrit dans la nécessité économique[9].

Ce « travail de subsistance » (Mies, 1988) nous paraît propre aux classes populaires, dans la mesure où le niveau de vie qu'il s'agit d'atteindre et de maintenir grâce à lui reste faible. À la fois affranchi et dépendant des économies formelles et des institutions de l'État social, il vient en combler des lacunes, et sa mise en œuvre suppose une organisation et des arbitrages qui n'ont pas le même degré de nécessité dans les classes moyennes ou supérieures. Il s'agit bien d'un travail qui permet de subvenir aux besoins principaux et d'apporter la protection indispensable pour les classes populaires dans ce contexte historique de chômage et de précarité du salariat. L'ensemble des pratiques sociales et des activités est alors orienté vers la

9 La prégnance de la nécessité économique n'empêche pas que ce travail puisse être source de plaisir et de fierté.

recherche et la mobilisation des ressources, matérielles et symboliques, disponibles sur le territoire. Ce travail de subsistance s'inscrit cependant dans l'espace public et dans un cadre collectif qui contribue à sa qualification.

La qualification collective du travail de subsistance

La fréquentation des centres sociaux est très clairement un appui pour la réalisation des différentes tâches constitutives du travail de subsistance, par les discussions entre femmes et les informations qui s'échangent, par les conseils et les aides, mais aussi par la reconnaissance et la légitimation de leurs savoir-faire, qu'elles obtiennent les unes des autres ou des travailleuses sociales. Le centre social est ainsi un lieu où cette qualification collective du travail de subsistance, au double sens de développement des savoir-faire et de rapport social qualifiant, est rendue visible, aux côtés d'autres comme la famille élargie, les réseaux communautaires ou de voisinage qui sont moins accessibles aux chercheurs.

En effet, ce travail de subsistance prend sens et forme dans un contexte local d'interconnaissance forte (Collectif Rosa Bonheur, 2016). Certaines femmes habitent le quartier depuis l'enfance (où elles ont encore des liens de parenté), ont fréquenté ensemble ses écoles, viennent au centre social depuis plus de quinze ans, fréquentent d'autres ateliers que ceux dans lesquels nous avons enquêté, partagent d'autres activités hors du centre, développent en somme un capital social très ancré localement, à la fois produit et condition du travail de subsistance. C'est notamment cette proximité de liens qui les amène non seulement à partager de l'information, par exemple sur les aides sociales, mais aussi à s'impliquer davantage dans la situation des autres, en donnant des conseils, en incitant explicitement l'une d'entre elles à faire des démarches pour avoir de l'aide alimentaire ou ménagère, voire en les faisant avec elle. Les échanges sont également l'occasion d'apporter un assentiment collectif à du travail bien fait, par des compliments publiquement énoncés.

Ainsi, concernant la consommation, l'apport collectif du travail de subsistance est double. D'une part, les femmes échangent verbalement des connaissances très pratiques et précises sur des prix repérés et expérimentés, mais aussi sur la qualité des produits, que ce soit dans le domaine du quotidien (viande, légumes, chauffage, cantine) ou d'autres plus exceptionnels (fêtes de mariage, de baptême) en passant par les achats récurrents (cadeaux de Noël, produits contre les poux, fournitures scolaires, billets d'avion pour l'Algérie, etc.). D'autre part, ces échanges se font également dans la mise en pratique, puisque la préparation des repas en grande quantité au centre

pour des occasions spéciales donne à voir une véritable équipe à la division du travail bien rodée.

La cuisine est un savoir-faire que certaines maîtrisent particulièrement bien, qui assoit leur réputation dans le quartier voire au-delà, et qui peut leur procurer un revenu (comme la confection de pâtisseries et de plats pour des mariages dans l'entourage, voire pour la mairie ou des notables roubaisiens). Ce savoir-faire reconnu au sein du centre social et au-dehors leur donne par ailleurs toute légitimité pour juger, par exemple, de ce qui se pratique au centre social. Ainsi, lorsqu'elles sont mises à contribution pour préparer des repas festifs et institutionnels, elles sont souvent très critiques et montrent à quel point elles connaissent mieux que les travailleuses sociales du centre les bons lieux d'approvisionnement, les bons ingrédients, les bonnes recettes, les bonnes pratiques, les bons outils. Ces moments rendent visible de façon particulièrement nette l'articulation entre production de revenus, production de biens liés à des besoins essentiels et production de légitimité : ce sont probablement eux qui nous ont permis de comprendre l'orientation collective du travail de subsistance.

Par ailleurs, cet appui du groupe peut parfois se transformer en véritables mobilisations, relayées alors par les travailleuses sociales du centre, sur des thèmes comme la santé, la prise en charge des enfants, l'accès aux droits et à l'information, et prenant la forme de brochures écrites collectivement ou de manifestations devant les bureaux des décideurs.

Ainsi, ce que l'on voit du travail de subsistance de ces femmes depuis les centres sociaux montre l'importance des logiques de réciprocité (Mingione, 1988) : le délitement des institutions caractéristiques d'une société de plein-emploi oblige les individus à compter sur leur capital social, en l'occurrence, sur les liens issus des réseaux familiaux, migratoires et de voisinage, afin de produire les ressources et un savoir collectif nécessaires à leur subsistance dans des cadres situés en dehors des institutions du salariat.

Pour autant, si les femmes que nous avons rencontrées échangent et construisent ensemble leurs propres qualifications par la pratique partagée et la reconnaissance mutuelle de leurs savoir-faire, elles ne forment pas un groupe homogène. Des clivages sont perceptibles, dans lesquels se jouent des rapports générationnels, leur ancienneté dans tel ou tel atelier, mais aussi des rapports racialisés (entre « blanches » et « arabes », entre « arabes » et Turques, entre Algériennes et Marocaines, etc.) Entre elles, les femmes mobilisent très fréquemment ces catégories, qu'il s'agisse de nationalité ou de qualificatifs racialisés plus larges, pour désigner les unes et les autres, ou attribuer telle ou telle qualité à un groupe (les Turques qui cuisinent bien, par exemple). Certaines sont des figures du quartier, connues et recon-

nues. Leur excellente maîtrise de savoir-faire essentiels au travail de subsistance (compétences culinaires, expertise importante dans le travail de papiers, etc.) se double d'un important capital social géographiquement ancré dans le quartier où elles résident depuis longtemps, mais plus largement inscrit dans les espaces de leur parenté en France et à l'étranger. Ce capital d'autochtonie (Retière, 2003), entendu comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Renahy, 2010) les place en position favorable dans les réseaux de sociabilité fondés sur la réciprocité. À l'inverse, d'autres femmes arrivées plus récemment, aux réseaux familiaux et migratoires plus ténus et dont les savoir-faire sont moins reconnus, se trouvent en position plus périphérique dans les ateliers, et sont d'ailleurs souvent assignées à des tâches d'exécution.

Portraits

Farida est née en Algérie il y a une quarantaine d'années. Arrivée à Roubaix au début des années 1990 pour y rejoindre son mari, lui-même né dans cette ville au sein d'une famille algérienne, elle est depuis sept ans locataire, dans le secteur privé à bas prix, d'une maison dans la rue principale du quartier. Elle vit là avec son mari et leurs six enfants, après plusieurs années de mobilité résidentielle et d'hébergement par des proches à Roubaix, dans le même quartier ou dans des quartiers limitrophes, mais aussi dans d'autres régions de France et en Algérie. Elle connaît tous les habitants de sa rue par leur nom et bon nombre d'habitants du quartier et, si ses propres frères et sœurs résident tous en Algérie, de nombreux membres de sa belle-famille vivent en revanche à Roubaix, dans des quartiers proches.

Personne ressource pour l'enquête, Farida est une figure centrale du quartier : elle contribue régulièrement aux coups de main encadrés par les institutions, mosquée ou centre social, participant ainsi à la confection de repas, à la fabrication d'objets, à la collecte d'argent, de vêtements, de nourriture, mais elle est aussi très sollicitée dans son réseau familial, amical et de voisinage, notamment pour sa connaissance des remèdes traditionnels et des plantes médicinales, qu'elle conserve chez elle en abondance et fournit à la demande.

Très attentive à la scolarité de ses enfants, inscrits dans le privé, Farida met sa connaissance de tous et son autorité au service de la surveillance collective des enfants du quartier dans l'espace public, et elle est aussi sollicitée pour reprendre en main ses neveux et nièces quand elle rentre au bled.

Au centre social, Farida est écoutée et respectée par les autres femmes tant pour la manière dont elle éduque ses enfants et dont elle arrive à tenir à distance l'autorité de son mari que pour sa liberté de parole, dans le respect des prescriptions religieuses, et pour ses connaissances pratiques. C'est une cuisinière réputée, qui sait où acheter les choses à un bon prix, à Roubaix et au-delà, malgré l'absence de véhicule. Enfin ses liens avec les travailleuses sociales offrent un soutien administratif, linguistique et économique indispensable au ménage, dont le budget est très serré (RSA, activité intermittente du mari dans le bâtiment, bourses scolaires des aînés, pas de recours à l'aide alimentaire).

*

Ayda a une quarantaine d'années. Arrivée de Turquie à Roubaix avec sa famille à l'âge de dix ans, elle a été scolarisée jusqu'en quatrième. Elle et son mari ont enchaîné différents emplois peu qualifiés, notamment dans le textile, avant de tenir un petit commerce de restauration pendant quelques années. Aujourd'hui, sans emploi et au RSA, ils réfléchissent à d'autres projets commerciaux.

Soucieuse de la scolarité de leurs trois enfants, inscrits dans le privé « pour l'encadrement et le niveau », Ayda suit leurs devoirs, limite l'usage des jeux vidéo et soutient fortement leurs projets d'études supérieures. Scrupuleuse dans la tenue de son foyer, et impliquée dans des espaces extérieurs, elle répète souvent qu'elle n'a pas une minute à elle.

Particulièrement présente au centre social, s'exprimant avec aisance, elle prend facilement la parole dans les ateliers, racontant des anecdotes, témoignant de son expérience et posant de nombreuses questions pour s'informer. Elle participe aussi aux activités plus exceptionnelles proposées par le centre (semaine santé, sorties, activités d'autofinancement, forum de promotion du centre, etc.), jonglant avec les multiples rendez-vous inscrits dans son agenda. Elle est en effet intégrée dans d'autres réseaux, dont elle relaie les activités auprès des autres femmes des ateliers : elle fait partie d'un collectif qui représente les bénéficiaires du RSA auprès du conseil général et de la CAF, et à ce titre participe à de nombreuses réunions ; elle est également très investie dans la communauté turque de la ville, connaît nombre de ses membres, notamment les mères, et participe à ses activités d'autofinancement.

Le travail de subsistance des femmes, un travail ancré dans les rapports sociaux

Malgré les effets de distinction au sein du quartier et des ateliers du centre social, ces femmes partagent une condition commune : leur travail de subsistance, aussi multiforme et central soit-il dans leur vie et dans les économies familiales, est bien un travail de femmes de classes populaires, inscrit dans des rapports sociaux de classe et de sexe qui jouent à leur désavantage, et que ce travail tend à renforcer, de par sa nature. Ce travail de subsistance est le produit d'un rapport de classe dans le rapport aux institutions, il est caractérisé par une indétermination marquée entre espace public et espace domestique, qui révèle la difficile autonomisation du travail de ces femmes par rapport à leur famille et contribue à la reproduction de rapports sociaux de sexe.

Un travail subordonné aux institutions

Le travail de subsistance des femmes est largement encadré et subordonné à l'univers institutionnel, pourvoyeur des diverses aides publiques, comme le RSA, la CMU, les prestations de service aux familles gérées par la CAF, le

centre social, le système de soins, l'école et la municipalité. Soumis aux critères à satisfaire pour pouvoir bénéficier des aides et des services, il est en outre menacé, dans son organisation, par les aléas des diverses politiques publiques, notamment locales. Par exemple, à la rentrée 2013, la mise en place des nouveaux rythmes scolaires modifie les horaires des enfants, les règles d'accès aux services de garderie, et vient bouleverser l'organisation de l'emploi du temps de leurs mères. Dans un autre secteur, les politiques de rénovation urbaine, très actives à Roubaix, incitent les femmes à s'impliquer dans la structure chargée du lien entre projet de rénovation et habitants, commandent des ouvertures ou des fermetures de centres sociaux, jouent sur l'aménagement en termes de commerces et de structures de services dans le quartier et sur la suppression des garages à ciel ouvert où s'emploient les hommes. Dans les centres sociaux eux-mêmes, la pérennité des activités est mise en cause par les logiques de financements publics sur projets, le *turn-over* du personnel et les fermetures partielles ou totales liées à la fragilité financière de ces associations.

Dans la réalisation du travail de subsistance, la relation avec les institutions, et particulièrement avec le centre social, place également les femmes dans un rapport de dépendance. Ainsi, leur participation aux activités génératrices de revenus pour le centre ressemble à s'y méprendre à du travail salarié subordonné, tant du fait des relations entretenues avec les travailleuses sociales[10] que du fait de l'organisation du travail lui-même. Il est fréquent que les salariées qui animent les ateliers soient aussi les travailleuses sociales en charge du suivi du dossier RSA des femmes, et que symétriquement les femmes qui touchent le RSA soient de ce fait tenues de participer aux ateliers (cela peut faire partie de leur contrat d'insertion). Aussi sont-elles le plus souvent vigilantes à justifier leurs absences ou leurs retards. L'existence d'une hiérarchie qui ne porte pas son nom se manifeste également par le fait que ce sont les travailleuses sociales qui fixent les horaires de début et de fin, le style d'activité (cuisine et type de plat, travaux manuels qui laissent plus ou moins d'autonomie aux participantes selon les outils utilisés), le nombre de participants, la possibilité de venir avec les enfants. Cependant, ces professionnelles du travail social sont formées aux discours et aux pratiques de l'accompagnement et du soutien plutôt que du contrôle (Martin éd., 2014 ; Boucher, 2011) : elles sont vigilantes, dans leurs interventions et dans les discussions avec nous, à tenir compte des conditions matérielles d'existence du public auquel elles ont affaire, et peuvent veiller à ne pas être dans

10 La position socioprofessionnelle et, pour certaines d'entre elles, leur origine sociale, inscrit les travailleuses sociales rencontrées dans les fractions stabilisées des classes moyennes. Par ailleurs très peu d'entre elles ont des origines immigrées, contrairement aux femmes qui fréquentent les ateliers observés.

l'imposition, voire être porteuses pour certaines d'entre elles d'un discours de mobilisation très politique. Mais bien qu'elles-mêmes inscrites dans le salariat et faisant preuve d'un engagement professionnel conséquent, elles tentent peu de promouvoir l'idéal d'autonomie analysé par Delphine Serre chez des assistantes sociales (Serre, 2012) : si elles se félicitent en aparté des marges d'autonomie négociées par ces femmes pour se rendre au centre social, elles font très peu d'interventions en atelier visant à contester la division sexuelle du travail en vigueur dans les familles. Par ailleurs, les échanges et les ateliers pratiques sont autant d'occasions d'énoncer des normes et des valeurs qui sont celles des classes moyennes (faire valoir ses droits, ne pas utiliser les achats comme sanction éducative avec les enfants, ne pas user des châtiments corporels, échanger avec son conjoint sur l'éducation des enfants, manger sainement, se cultiver, protéger l'environnement, épargner, etc.). Ces rappels normatifs provoquent parfois en réponse des pratiques qu'on peut bien identifier comme des formes de résistance (Scott, 2009) par contournement de la norme, qu'il s'agisse de persister à parler en arabe dans des ateliers où tout le monde ne devrait parler qu'en français ou de réclamer des sorties en parcs d'attractions quand l'animatrice propose des musées. En outre, parce qu'il est question de domaines de la vie quotidienne que ces femmes maîtrisent bien, il n'est pas rare qu'elles reprennent l'avantage dans un conflit normatif où les travailleuses sociales pâtissent parfois de leur jeunesse, de leur inexpérience en matière de gestion des enfants ou d'un foyer, voire de leur méconnaissance du territoire.

La réalisation du travail de subsistance, dépendante des institutions, soumet donc ces femmes à un rapport social de classe, face auquel elles mettent en place des petites résistances qui ne bouleversent pas ce rapport mais leur permettent de rendre la domination plus supportable au quotidien.

Entre espace public et espace domestique, un travail naturalisé

Dans ce travail de subsistance, certaines dimensions procurent aux femmes une relative autonomie (notamment toutes les activités qui ont lieu au sein des centres sociaux) et d'autres les assignent à l'espace domestique (ménage, courses, cuisine notamment). Les premières sont celles qui s'apparentent le plus, du moins symboliquement, à un travail salarié et on les voit entrer en conflit avec les activités domestiques sur un mode assez proche de la classique conciliation vie professionnelle-vie familiale, cette conciliation se

faisant le plus souvent en faveur de la vie familiale. La plupart du temps, la participation des femmes aux ateliers ou aux activités exceptionnelles proposées par le centre est soumise aux aléas de leur emploi du temps domestique, en particulier en ce qui concerne les enfants, dont elles retrouvent systématiquement la charge en cas de maladie ou d'absence des enseignants par exemple, mais aussi lorsqu'il s'agit de gérer les problèmes de santé et les rendez-vous médicaux ponctuels ou récurrents de tel ou tel membre de la famille, de prendre en charge un parent âgé ou un conjoint malade ou de faire des courses pour ramener toutes sortes d'objets « au pays ». Au final, entre activités régulières et gestion des imprévus, le travail de subsistance sous toutes ses formes occupe presque intégralement les journées de ces femmes et déborde souvent sur leurs nuits. Elles évoquent régulièrement la charge mentale que représente la gestion de cet emploi du temps, répétant toutes les choses qu'elles ont à faire et qu'elles ne doivent pas oublier. La possibilité de se dégager de cette charge en posant les choses par écrit est loin d'aller de soi : la tenue d'un agenda par exemple est une pratique qui n'a rien d'évident pour nombre d'entre elles.

Ce temps féminin est un temps de la disponibilité, comme l'attestent les enquêtes statistiques[11]. À les voir et à les entendre, on s'aperçoit qu'il y a très peu ou pas de temps pour elles, qu'il doit se chercher dans les interstices. Le soin aux autres (la famille, le centre, les voisins, les amis) est premier, le soin de soi est secondaire, et cela conduit certaines à de vraies violences contre elles-mêmes : le manque de sommeil, les problèmes de santé non traités sont aisément repérables dans un contexte d'observations répétées et sont d'ailleurs des sujets récurrents de conversation.

De surcroît, même lorsqu'elles sont au centre social, les femmes que nous avons rencontrées sont en permanence rappelées à l'ordre domestique, à la fois par les thèmes et les activités proposés, par la nature des tâches qui leur incombent et, au final, par le temps qu'elles y passent. Comme le montre Beverley Skeggs (2015) à propos de la formation professionnelle de *caring* dans l'Angleterre des années 1980, la reconnaissance apportée dans

11 En 2010, selon les données de l'enquête Emploi du temps de l'Insee, les femmes consacrent en moyenne et par jour trois heures et quarante-trois minutes au travail domestique, contre deux heures et quinze minutes pour les hommes. Les femmes qui ne sont ni en emploi ni en étude sont celles qui y passent le plus de temps, avec quatre heures et quarante-six minutes en moyenne et même plus de cinq heures pour les ouvrières, les employées et les inactives. Une autre classification des temps montre que le temps de travail non rémunéré des femmes inactives dépasse le temps de travail rémunéré des hommes actifs à taux plein (Barrère-Maurisson *et al.*, 2001). Encore ces mesures font-elles l'impasse sur le temps de gestion mentale du quotidien, réputé non quantifiable, tandis que la focalisation sur l'activité principale occulte les tâches simultanées, dont la prise en compte aboutit à un total de quarante-huit heures par jour dans la journée de la mère « inactive » d'*Une famille andalouse* (Cottereau, Marzok, 2012).

l'espace public aux jeunes filles du fait de leurs savoir-faire ménagers les renvoie du même coup à l'espace domestique et familial, faisant passer pour naturelles des qualités issues de leur socialisation primaire. Sur un terrain différent, nous avons aussi affaire à des femmes qui mènent à bien leur travail, ici de subsistance, grâce à une forme de « capital culturel populaire féminin » (Cartier, 2012) qu'elles parviennent à valoriser dans l'enceinte du centre social et qui leur permet d'accéder à des ressources, mais qui les renvoie en permanence à leur statut de mère au foyer. Les ateliers agissent ainsi à la fois comme un espace de ressource où ce capital s'enrichit, et comme un espace public au sein duquel l'accomplissement des responsabilités familiales et l'assignation à la sphère domestique acquièrent de la respectabilité.

Ce brouillage des frontières entre espace public (le centre social) et espace du foyer, entre travail effectué hors du domicile et travail domestique se manifeste de façon aigüe notamment dans la cuisine du centre : les femmes s'approprient cet espace public et le privatisent en y faisant manger leurs enfants quand elles préparent des repas festifs, mais aussi en y retirant à ces occasions le voile qu'elles portent dans la rue, interdisant alors l'accès du lieu aux hommes, qui doivent frapper et attendre l'autorisation d'ouvrir la porte.

Ainsi, le travail de subsistance qui prend place au sein du centre social relève à la fois du privé et du public. Ce positionnement contribue à la naturalisation des savoir-faire de ces femmes en soulignant leur assimilation à la sphère domestique, naturalisation que l'on observe dans nombre de métiers féminins peu qualifiés, dans le secteur des services à la personne notamment (Avril, 2014 ; Cartier et Lechien, 2012), comme dans l'analyse déjà ancienne des échanges de services dans la parenté (Pitrou, 1978 ; Déchaux, 1994). Cette ambiguïté est également l'une des raisons de la faible reconnaissance de ce travail par les conjoints, dans la sphère familiale, et par les institutions, mais également par ces femmes elles-mêmes. Jouent alors pleinement à la fois le principe de séparation et le principe de hiérarchisation existant entre un travail considéré comme productif et attribué aux hommes et un travail considéré comme seulement reproductif et attribué aux femmes (Kergoat, 2005). De fait, quand il est question de parler de « travail » dans les ateliers, les femmes se réfèrent à la catégorie officielle, habituelle, d'activité rémunérée, qu'il s'agisse de parler de la situation de leurs enfants, de celle de leurs maris, ou de ce que pourrait être leur propre quotidien.

Un travail sous domination masculine

Dans le cadre familial, la mise en œuvre du travail de subsistance doit toujours être négociée. Négociation temporelle d'abord, nous l'avons dit,

tant les tâches à accomplir sont lourdes. Ces femmes font en effet partie de ménages où le travail domestique repose presque exclusivement sur elles et tous, dans le réseau personnel (maris, enfants, parenté élargie, proches, voisins, y compris elles-mêmes), adhèrent à ce modèle. Négociation conjugale permanente, ensuite, avec des maris peu sensibles à la lourdeur des tâches qui incombent au quotidien à leurs épouses, et parfois peu enclins à laisser les femmes trouver au centre social autonomie et reconnaissance pour le travail qu'elles font et qu'eux-mêmes ne reconnaissent pas.

> Ainsi, lors d'une réunion au centre social, le rôle des femmes dans la vie quotidienne de la famille est abordé. Ayda raconte que ce que les femmes font n'est jamais reconnu. Elle dit qu'elle n'est jamais assise, la journée, à la maison. Son mari lui demande ce qu'elle fait de ses journées. Elle dit : « J'aimerais lui faire faire ce que je fais dans une journée, les courses, le ménage, les enfants, aller ici ou là, j'ai pas une minute à moi, mais il le voit pas, il est jamais là. Il comprend jamais pourquoi je suis fatiguée. Il faudrait que je le laisse une semaine, non, un mois pour qu'il comprenne. » (Notes de terrain, avril 2012)

En retour, l'enjeu pour ces femmes semble d'une part d'obtenir un peu de reconnaissance quant à l'importance du travail accompli et à sa pénibilité, et d'autre part de s'aménager des marges qui rendent la domination masculine plus supportable, mais dans le même temps plus pérenne. Cette difficile reconnaissance tient aussi à la non-marchandisation de ce travail pris en charge par les femmes. En effet, et contrairement à d'autres formes masculines de travail de subsistance comme la mécanique automobile dans les garages à ciel ouvert (Collectif Rosa Bonheur, à paraître), le travail de subsistance féminin auquel nous avons pu avoir accès ne donne pas lieu à rétribution monétaire directe. Il procure pourtant aux femmes une forme spécifique de protection, que la critique féministe dénonce comme « oppressive », c'est-à-dire acquise au prix de l'enfermement domestique (Fraser, 2010).

Par ailleurs, dans certains ménages, c'est la présence même au centre et la forme de liberté que cela procure aux femmes qui posent problème aux maris. Que le centre soit présenté par beaucoup comme « une deuxième maison », suscite des tensions conjugales fréquentes. Si certaines semblent bien s'en sortir, ou tout au moins en plaisantent avec les autres femmes, on sent bien que pour d'autres, les compromis sont plus fragiles. Mais en général, cette autorité des maris, si elle peut être contestée, n'est pas critiquée frontalement.

> En début de séance, Cécile, l'animatrice, explique que Shérazad ne viendra plus. Regards entendus entre les femmes, Michèle la coupe : « Ça va, on a compris » et elle s'en prend au mari, en disant qu'elle le foutrait bien dans le canal.

> Mabrouka la reprend : on ne peut rien dire, « chacun son couple, si elle, elle accepte, tu peux rien faire ». Toutes acquiescent. La semaine suivante, Shérazad revient mais part à 10 h 30. Cécile parle de sa situation avec Zoubida et Farida, qui ne sont pas d'accord avec le fait qu'elle soit venue à l'insu de son mari. Elles-mêmes ne viendraient plus si leur mari disait non. Mais, poursuit Cécile, est-ce qu'il pourrait dire non ? Leur réponse est moins claire. Le mari de Fadila est sympa, tant que le ménage et tout à la maison est bien fait, elle peut sortir, et puis il sait qu'elle est là. Zoubida pareil, son mari sait qu'elle passe ses journées ici, et s'il n'était plus d'accord, elle parlerait pour essayer de comprendre, « avec Shérazad, il a dû se passer quelque chose pour que tout à coup il dise non. » (Notes de terrain, mai 2013)

Ainsi, le travail de subsistance effectué au centre social ou à partir de celui-ci permet à ces femmes, à l'instar de ce qui a été souvent montré pour le travail salarié (Maruani et Borzeix, 1982 ; Meron et Maruani, 2012), de négocier un monde à elles. Mais ce travail « au dehors » reste fortement soumis à la domination masculine qu'elles ne peuvent contester que ponctuellement et prudemment.

Le travail de subsistance des femmes de classes populaires, tel que nous l'observons à Roubaix, est une contribution essentielle à l'économie familiale. Étroitement lié à l'exclusion de ces femmes du salariat, il fait cependant système avec lui. Comme le souligne Maria Mies (1988), le travail de subsistance peut exister en l'absence de travail salarié. À l'inverse, le travail salarié, et significativement le travail salarié masculin, a besoin du travail de subsistance, significativement du travail de subsistance féminin, pour exister. Si les économies familiales étudiées reposent toutes en partie sur des prestations sociales, celles-ci ne suffisent pas à assurer un quotidien décent, et le travail de subsistance est dans ce contexte absolument nécessaire à la survie, et par là même à la reproduction de la force de travail. Nos observations menées dans des espaces associatifs étroitement liés au maillage tissé par l'État social sur le territoire populaire roubaisien montrent ainsi à quel point la disparition du travail salarié rend nécessaire la coexistence entre des formes de solidarité rapprochée et des formes de protection institutionnalisée, loin d'une vision chronologique (Castel, 2003) ou typologique (Esping-Andersen, 1990) de l'évolution des formes de protection. Parce qu'il relève du productif et du reproductif, le travail de subsistance s'articule avec le travail salarié, pourvoyeur de ressources matérielles et de droits sociaux : il en est à la fois le complément permanent et l'imparfait substitutif.

Bibliographie

Avril Christelle, 2014, *Les aides à domicile. Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute.

Barrère-Maurisson Marie-Agnès, Minni Claude et Rivier Sabine, 2001, « Le partage des temps pour les hommes et les femmes, ou comment conjuguer travail rémunéré, non rémunéré et non-travail », *Premières synthèses*, vol. 11, n° 1, p. 1-8.

Boucher Manuel, 2011, *Gouverner les familles. Les classes populaires à l'épreuve de la parentalité*, Paris, L'Harmattan.

Bourdieu Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique,* précédé de *Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz.

Bresson Maryse, 2002, *Les centres sociaux. Entre expertise et militantisme*, Paris, L'Harmattan.

Cartier Marie, 2012, « Le *caring*, un capital culturel populaire ? À propos de *Formation of Class & Gender* de Beverley Skeggs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 191-192, p. 106-113.

Cartier Marie et Lechien Marie-Hélène, 2012, « Vous avez dit "relationnel" ? Comparer des métiers de service peu qualifiés féminins et masculins », *Nouvelles questions féministes*, vol. 31, n° 2, p. 32-48.

Castel Robert, 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil.

Collectif Rosa Bonheur, 2014, « Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée », *Espaces et sociétés*, n° 156-157, p. 125-141.

— 2016, « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique » [en ligne], *Sociologies*, [URL : https://sociologies.revues.org/5534], consulté le 16 octobre 2016.

— à paraître, « Les garages à ciel ouvert : configurations sociales et spatiales d'un travail informel », *Actes de la recherche en sciences sociales*.

Cottereau Alain et Marzok Mokhtar Mohatar, 2012, *Une famille andalouse. Ethno-comptabilité d'une économie invisible*, Paris, Bouchène.

Cresson Geneviève et Gadrey Nicole, 2004, « Entre famille et métier, le travail du *care* », *Nouvelles questions féministes*, vol. 23, n° 3, p. 26-41.

Déchaux Jean-Hugues, 1994, « Les échanges dans la parenté accentuent-ils les inégalités sociales ? », *Sociétés contemporaines*, vol. 17, n° 1, p. 75-90.

Delphy Christine, 1998, *L'ennemi principal*, t. 1, *L'économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.

Engels Friedrich, 1954 [1884], *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions sociales, [URL : http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/Origine_famille/Origine_famille.html], consulté le 16 octobre 2016.

Esping-Andersen Gotha, 1990, *Les trois mondes de l'État Providence*, Paris, Presses universitaires de France.

Fraser Nancy, 2010, « Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme », *Revue de l'OFCE*, vol. 114, n° 3, p. 11-28.

Haicault Monique, 1984, « La gestion ordinaire de la vie en deux », *Sociologie du travail*, vol. 26, n° 3, p. 268-277.

Kergoat Danièle, 2005, « Rapports sociaux et division du travail entre les sexes », *Femmes, genre et sociétés*, M. Maruani éd., Paris, La Découverte, p. 94-101.

Laé Jean-François, 1989, *Travailler au noir*, Paris, Métaillé.
Lautier Bruno, 2006, « Mondialisation, travail et genre : une dialectique qui s'épuise », *Cahiers du genre*, vol. 40, n° 1, p. 39-65.
Martin Claude éd., 2014, *« Être un bon parent » : une injonction contemporaine*, Rennes, Presses de l'EHESP.
Maruani Margaret et Borzeix Annie, 1982, *Le temps des chemises. La grève qu'elles gardent au cœur*, Paris, Syros.
Meron Monique et Maruani Margaret, 2012, *Un siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*, Paris, La Découverte.
Mies Maria, 1988, *Patriarchat und Kapital. Frauen in der internationalen Arbeitsteilung*, Zürich, Rotpunktverlag.
Mingione, Enzo, 1998, *Sociologia della vita economica*, Rome, Caroccia.
Neveu Catherine, 2004, « Une "petite fabrique de territoire" : quartiers et citoyenneté à Roubaix », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, p. 59-66.
Perrin-Heredia Ana, 2011, « Faire les comptes : normes comptables, normes sociales », *Genèses*, n° 84, p. 69-92.
Pitrou Agnès, 1978, *Vivre sans famille ? Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*, Toulouse, Privat.
Renahy, Nicolas, 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, p. 9-26.
Retière Jean-Noël, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.
Roventa-Frumusani Daniela, 2008, *Concepts fondamentaux pour les études de genre*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
Schwartz Olivier, 1990, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France.
Scott James C., 2009, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.
Serre Delphine, 2012, « Travail social et rapport aux familles : les effets combinés et non convergents du genre et de la classe », *Nouvelles questions féministes*, vol. 31, n° 2, p. 49-64.
Siblot Yasmine, 2006 « "Je suis la secrétaire de la famille !" La prise en charge féminine des tâches administratives entre subordination et ressource », *Genèses*, n° 64, p. 46-66.
Siblot Yasmine, Cartier Marie, Coutant Isabelle, Masclet Olivier et Renahy Nicolas, 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin.
Skeggs Beverley, 2015, *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone.
Weber Florence, 1989, *Le travail à-côté. Etude d'ethnographie ouvrière*, Paris, EHESS-Inra.